Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1748

Artikel: Le libre-échange agricole sortira bientôt du frigo : quand le protectionnisme est intenable, mieux vaut négocier rapidement

Autor: Tille, Albert

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024435

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le libre-échange agricole sortira bientôt du frigo

Quand le protectionnisme est intenable, mieux vaut négocier rapidement

Albert Tille (24 septembre 2007)

Le projet d'accord agricole avec Bruxelles attend l'échéance des élections parlementaires et gouvernementales pour sortir de la clandestinité. Un mandat de négociation sera adopté quel que soit le sort des négociations à l'OMC.

Le Conseil fédéral, dans sa majorité, reste convaincu que l'avenir de l'agriculture suisse sera assuré au mieux par un étroit rapprochement avec l'Europe verte. Les négociations commerciales internationales dites de Doha se solderont peut-être par un échec. L'ouverture de l'agriculture aux marchés mondiaux serait alors retardée. Mais elle est inéluctable. Luzius Wasescha, négociateur suisse à l'OMC, l'a affirmé sans ambiguïté lors d'une Table ronde sur le libre-échange agricole dans le cadre du Comptoir suisse à Lausanne.

La libre concurrence avec l'Europe verte nécessiterait une sévère restructuration de notre agriculture. Les prix à la sortie de la ferme helvétique sont nettement plus élevés que ceux de la moyenne européenne. C'est particulièrement vrai pour les grandes cultures. Le défi est évident. La majorité du monde paysan pense que l'alignement sur les conditions européennes est impossible et que la Suisse, si riche, a les moyens de protéger son agriculture pour en assurer la survie. Un libre-échange avec Bruxelles serait suicidaire. L'analyse est différente chez les responsables de plusieurs organisations agricoles. Avec les diplomates bernois, mais sans le dire ouvertement, ils jugent que le protectionnisme agricole de la Suisse est intenable sur le long terme. L'adaptation au marché est en marche depuis plus de dix ans. Elle doit se poursuivre, mais progressivement, comme le prévoit le programme *«Agriculture 2011»*. Si le blocage des négociations de l'OMC retarde les échéances, point n'est besoin de subir une pression supplémentaire par un accord prématuré de libre-échange avec Bruxelles. Mieux vaut profiter du sursis procuré par l'échec de Doha, et, à terme, adhérer à l'Europe verte. Les paysans bénéficieront alors de ses avantages comme de ses contraintes.

Pour les partisans de la conclusion sans tarder d'un accord de libre-échange, l'ouverture du marché imposera certes des restructurations rigoureuses. Mais, comme La Suisse ne sera pas, à ce stade, membre de l'Union, Berne restera entièrement libre de conserver sa politique de paiements directs, voire de la renforcer. Cette politique agricole autonome permettra d'atténuer les rudesses de l'adaptation à laquelle seront contraints les agriculteurs. Et parallèlement, l'ouverture des frontières offrira aux produits suisses l'accès à un marché d'un demi milliards de consommateurs.

Les positions, aujourd'hui figées vont sans doute bouger en fin d'année lorsque le projets du Conseil fédéral sortira du frigo où il est caché pour des raisons électorales. Les grandes organisations agricoles n'ont pas complètement verrouillé leurs positions. Pour assouplir leur attitude elles réclameront de généreuses mesures de compensation.